

L'ultimatum de Mariano Rajoy à la Catalogne

Madrid menace de placer la région autonome sous tutelle, si elle ne renonce pas à son indépendance

MADRID - correspondance

Les temps s'accélérent dans la crise catalane. Mercredi 11 octobre, à la veille de la fête nationale, Madrid a posé un ultimatum au président de la Généralité, Carles Puigdemont, pour qu'il clarifie sa position sur sa déclaration d'indépendance et renonce à ses intentions sécessionnistes.

Le gouvernement de Mariano Rajoy prépare ainsi le terrain à une utilisation de l'article 155 de la Constitution de l'Espagne, qui lui permettrait de déclencher la procédure de suspension de l'autonomie de la région.

Les autorités catalanes ont jusqu'au 16 octobre 10 heures, pour préciser si oui ou non elles ont proclamé une république indépendante en marge de la loi espagnole. Mardi, lors de son intervention au Parlement de Barcelone, M. Puigdemont avait volontairement semé la confusion en déclarant de manière symbolique l'indépendance de la région tout en suspendant sa mise en œuvre moins d'une minute après, afin de permettre un très hypothétique dialogue avec Madrid.

« Hors la loi »

Si le gouvernement indépendantiste répond positivement ou ne répond pas, il disposera de trois jours supplémentaires, jusqu'au jeudi 19 octobre, pour faire marche arrière. Si le deuxième délai n'est pas respecté, Madrid pourra alors déclencher la mise sous tutelle de la région par le biais de l'article 155.

« Un référendum hors la loi ne peut entraîner dans sa chute une

communauté de 7,5 millions de personnes ni celle du quatrième pays de l'Union européenne [UE] », a déclaré Mariano Rajoy lors d'une séance spéciale du Parlement espagnol. Dans son discours, il a démonté, point par point, l'argumentaire des indépendantistes. « Le référendum illégal n'est pas légitime », a répété le premier ministre. « Aucun résultat supposé ne peut être utilisé » pour justifier l'imposition d'une « indépendance dont personne ne veut », une décision qui n'est « ni spontanée ni démocratique ». Il a qualifié le scrutin de « farce électorale ».

Le responsable conservateur a aussi rejeté l'idée d'une médiation, impossible dans un contexte de « désobéissance », et surtout d'une médiation internationale, comme l'ont demandé les responsables catalans. « Aucun pays au monde n'a pris au sérieux ce qui s'est passé le 1^{er} octobre », a affirmé M. Rajoy. Quant au droit à l'autodétermination, « il n'est inclus dans aucune Constitution démocratique », et ne peut s'appliquer « que dans les cas de nations soumises à une autorité coloniale ».

Il a regretté un nationalisme catalan « constitutionnel et euro-péiste », celui de l'ancienne Convergence démocratique de Catalogne (CDC), aujourd'hui transformé en Pdecat (Parti démocrate européen catalan), le parti de Carles Puigdemont, et accusé, sans le nommer, l'ancien président de la Généralité, Artur Mas, d'avoir poussé cette formation, à l'origine modérée et conservatrice, dans une dérive indépendantiste.

S'il doit prendre des mesures exceptionnelles, Mariano Rajoy

S'il doit prendre des mesures exceptionnelles, Mariano Rajoy n'agira pas seul. Il s'est assuré du soutien du PSOE

n'agira pas seul. Il s'est en effet assuré du soutien du Parti socialiste (PSOE) et de son secrétaire général, Pedro Sanchez, en échange de quoi il a accepté pour la première fois de réviser la Constitution et de renégocier les relations entre Madrid et les dix-sept régions espagnoles.

« La Constitution peut être modifiée, mais seulement à travers les règles et procédures prévues par celle-ci », a dit M. Rajoy lors de son intervention parlementaire. Il a offert à Barcelone de dialoguer « sur la quantité ou la qualité des services publics, sur leur financement, sur comment contribuer à la solidarité sociale », mais toujours dans le cadre d'une autonomie.

M. Sanchez a annoncé qu'une commission pour la modernisation de l'organisation territoriale serait « mise en marche immédiate », pour une durée de six mois, l'idée étant de chercher comment « la Catalogne reste en Espagne, pas comment elle s'en va ».

Le chef de file du PSOE a voulu préciser que son parti avait sa « propre interprétation » de l'article 155 et qu'il espérait que « le gouvernement en tiendrait compte ». Le jour venu, a-t-il ajouté, « le doigt

qui appuiera sur le bouton de l'article 155 sera celui de Carles Puigdemont, non celui de l'Etat ».

Flou

L'article 155 n'a jamais été utilisé. Il est clair dans ses intentions, mais flou dans les détails. Il autorise Madrid à prendre « les mesures nécessaires » si « une région autonome ne respecte pas les obligations de la Constitution ou d'autres lois », mais il ne précise ni les délais ni les mesures possibles, et ne mentionne pas la possibilité de suspendre le gouvernement, ni de dissoudre le Parlement régional concerné.

Sa mise en application est laborieuse: le gouvernement devra présenter au Sénat, où le Parti populaire (conservateur au pouvoir) dispose d'une majorité absolue, un document détaillant les mesures envisagées et l'avertissement adressé au président catalan. La Commission générale des communautés autonomes devra alors émettre un avis et Carles Puigdemont disposera d'un délai pour présenter ses réponses.

Dans son bras de fer avec Barcelone, Mariano Rajoy compte également sur le soutien de Ciudadanos, le parti centriste et anti-indépendantiste qui, depuis le début de la crise, réclame l'utilisation de l'article 155 et la convocation de nouvelles élections en Catalogne.

Podemos (gauche radicale) s'y oppose. « Pour que les enfants que je n'ai pas encore eurent une chance de voir une Catalogne en Espagne, il n'y a que la solution d'un référendum négocié », a déclaré son chef de file, Pablo Iglesias. ■

ISABELLE PIQUER

A Barcelone, Carles Puigdemont sous la pression des ultras

Après avoir suspendu l'indépendance « pour quelques semaines », le président catalan persiste à demander la désignation d'un médiateur

BARCELONE - envoyée spéciale

Tu demandes le dialogue et ils te répondent en posant le 155 sur la table. Compris. » Cette phrase, postée sur Twitter en fin de soirée par Carles Puigdemont, était, jeudi 12 octobre, au matin, la seule réaction du président catalan à la menace brandie par le chef du gouvernement, Mariano Rajoy, la veille, d'appliquer l'article 155 de la Cons-

titution, qui prévoit la suspension des compétences d'une région autonome en cas d'insoumission.

Plus tôt dans la journée, avant que ne soit évoqué le recours à l'article 155, M. Puigdemont avait affirmé dans une interview à CNN qu'il était disposé à un dialogue « sans condition préalable ». Et de suggérer que « deux personnes en représentation du gouvernement espagnol et deux personnes en représentation du gouvernement

catalan puissent se mettre d'accord sur une seule chose, comme par exemple le choix d'un médiateur ». Tout en maintenant une certaine ambiguïté sur le sens de l'expression « sans condition », précisant que « d'hypothétiques négociations doivent partir de la reconnaissance d'une réalité, que la relation entre la Catalogne et l'Espagne ne fonctionne pas et qu'il y a une majorité de Catalans

qui veut que la Catalogne devienne un Etat indépendant ».

A la confusion provoquée par la déclaration d'indépendance, annoncée le 10 octobre et aussitôt suspendue « quelques semaines », a succédé un silence de M. Puigdemont difficile à interpréter. Le gouvernement indépendantiste catalan est-il prêt à faire marche arrière ?

« Responsabilité maximale »

Le porte-parole du gouverne-

ment catalan, Jordi Turull, a assuré qu'en cas d'application de l'article 155 ils n'auraient « pas d'autres choix que d'appliquer [leurs] engagements », sous-entendu déclarer l'indépendance. Néanmoins, le ton des principaux dirigeants indépendantistes a baissé le 11 octobre.

Sur une radio locale, le vice-président catalan Oriol Junqueras, de la Gauche républicaine catalane (ERC), a dit « espérer que ce qui s'est passé débouche sur une solution correcte et civilisée. [Il] ne veut pas une trêve, mais la

paix ». Et de « transmettre un message de sécurité et de confiance » aux Catalans en les assurant que les décisions seront prises « avec une responsabilité maximale ».

Le porte-parole d'ERC au Parlement espagnol, Joan Tarda, a été plus vindicatif en prévenant M. Rajoy que son parti ne fera « jamais un pas en arrière ». Et celui du Parti démocrate de Catalogne (Pdecat, au pouvoir en Catalogne), Carles Campuzano, s'est fait plus pressant en demandant au président du gouvernement de « saisir l'opportunité de dialogue », car

« peut-être que c'est la dernière chance pour parvenir à une solution bonne pour tous ».

Signe de la défiance qui s'est installée dans le bloc indépendantiste, le député Benet Salellas, de la Candidature d'unité populaire, a au contraire redoublé la pression sur le gouvernement catalan, pour qu'il ne renonce pas à « la déclaration d'indépendance » car, sans elle, « [ils] ne p[euvent] pas dialoguer d'égal à égal ». Sur Twitter, la formation anticapitaliste et révolutionnaire a ainsi manifesté son refus d'aborder les revendica-

tions catalanes au sein d'une commission de réforme territoriale mise en place au Parlement espagnol à la demande du Parti socialiste, prélude à une réforme de la Constitution qui doit être engagée d'ici à six mois : « Le mandat est la République, et non pas un pacte constitutionnel. »

Le président catalan a jusqu'à lundi 16 octobre pour répondre à la requête de Madrid et ne semble pas pressé de le faire. ■

SANDRINE MOREL

L'indépendance divise la police régionale

Les Mossos d'Esquadra se retrouvent en première ligne sur le front des tensions entre Madrid et Barcelone

BARCELONE - envoyée spéciale

Le chef des Mossos d'Esquadra, la police régionale catalane, Josep Lluís Trapero, a été de nouveau cité à comparaître devant l'Audience nationale, le haut tribunal espagnol chargé notamment des affaires de terrorisme et de crime organisé, lundi 16 octobre. Mis en examen pour sédition, il avait déjà été entendu par la justice le 6 octobre, mais il avait alors été laissé en liberté le temps d'examiner de nouveaux éléments.

« Passivité »

M. Trapero est accusé d'être le responsable des incidents qui se sont produits le 20 septembre, en pleine campagne référendaire. Ce jour-là, des policiers et des gardes civils sont restés coincés à l'intérieur du ministère catalan de l'économie, où ils réalisaient des perquisitions, bloqués durant toute la journée par la foule, qui a endommagé leurs véhicules. Ce n'est qu'au milieu de la nuit que les Mossos d'Esquadra, chargés de la sécurité publique et du maintien de l'ordre en Catalogne, sont finalement intervenus pour organiser leur évacuation.

M. Trapero doit aussi répondre de la « passivité » des Mossos durant le référendum illégal sur l'in-

dépendance, le 1^{er} octobre, malgré les ordres judiciaires d'empêcher ce vote. Une passivité qui a conduit Madrid à envoyer à la dernière minute la police nationale fermer les bureaux de vote et saisir les urnes, en menant parfois de violentes charges, sous les quolibets des électeurs séparatistes, qui criaient : « Dehors les forces de l'occupation. » Six juges catalans ont ouvert une enquête à la suite du référendum pour savoir si les Mossos ont délibérément manqué à leur devoir.

Les 17 000 Mossos d'Esquadra se trouvent, de fait, en première ligne sur le front ouvert entre Madrid et Barcelone. La police catalane dépend hiérarchiquement du ministère régional de l'intérieur, mais a le devoir de faire appliquer les lois espagnoles comme les décisions de justice. Et de garantir le respect de la Constitution.

Durant ces derniers mois, ses représentants syndicaux, conscients de la complexité de sa position si les autorités de Barcelone persévéraient à vouloir créer un cadre législatif parallèle à la légalité espagnole, ont demandé aux responsables politiques de la région et du pays de les laisser en marge de leurs contentieux politiques. A la veille du vote du 1^{er} octobre, les syndicalistes espéraient encore que les autorités de la Gé-

néralité et leur chef ne leur donneraient pas des ordres contradictoires avec ceux des juges du Tribunal supérieur de justice de Catalogne (TSJC), qui avaient demandé la suspension du vote.

Dix jours plus tard, le constat est terrible. « Nous sommes à présent un corps divisé, dans une situation qui n'aurait jamais dû se produire, entre ceux qui sont dégoûtés de ne pas avoir pu agir pour empêcher le référendum et soutenir leurs collègues de la police nationale, et ceux qui se disent fidèles à la Généralité [le gouvernement catalan] », résume un représentant des Mossos au Monde. Certains Mossos se voient comme la police aimée du peuple catalan et admirent leur chef, M. Trapero. D'autres ont, au

contraire, demandé à intégrer la police nationale. « On nous a envoyés devant les bureaux de vote, deux par deux, reprend cette source policière locale. Cela rendait toute intervention impossible et nous avons dû participer au numéro consistant à laisser les gens voter. Nous n'avons pas fait respecter la loi. Les juges ont perdu confiance en nous et, malheureusement, c'est normal. »

Défiance

Lundi 9 octobre, cette défiance inédite a incité le président du TSJC, Jesus Barrientos, à retirer

aux Mossos l'exclusivité de la protection du palais de justice de Barcelone, pour la confier aussi à la police nationale espagnole. Une décision qui correspond au « plan destiné à augmenter la sécurité de l'édifice et à garantir son fonctionnement complet et normal face à la possibilité que le Parlement [catalan] décide de mettre à exécution la loi dite de rupture après le référendum et, par conséquent, approuve la suppression du TSJC et de son président », a expliqué l'organe judiciaire dans une note.

Le président du tribunal suprême espagnol, Carlos Lesmes, est allé plus loin en rappelant que, « sans police soumise à la loi,

le pouvoir judiciaire perdrait toute son effectivité. Une police qui se limiterait à obéir à des desseins politiques, de n'importe quelle sorte, ne peut pas être considérée comme telle et se transformerait en une menace grave pour la démocratie même ». Du coup, les responsables Mossos n'excluent pas désormais une prise de contrôle de leur corps par le gouvernement espagnol, comme mesure préalable à l'application de l'article 155 de la Constitution, si la suspension de l'autonomie régionale devait être finalement confirmée. ■

SANDRINE MOREL

Liga ou pas Liga ? Le dilemme du FC Barcelone

Que serait le Barça sans clásicos, ces matchs de football qui l'opposent chaque saison au Real Madrid et sont le sel de la Liga ? La question taraude les indépendantistes depuis 2012, quand le gouvernement catalan a pris le chemin de la sécession. Le directeur général du FC Barcelone, Oscar Grau, l'a remise sur la table, mercredi 11 octobre. « *La Liga et le Barça doivent se donner la main. Nous voulons continuer au sein de la Liga* », a-t-il déclaré lors de l'annonce, devant la presse, d'un budget record pour la saison 2017-2018, de 897 millions d'euros. Un budget confectionné « *sur la base de notre maintien dans la Liga*, a-t-il insisté. *Nous voulons faire du sport et la mission du FC Barcelone est de continuer à jouer dans les différentes compétitions* ».

Le président du club *azulgrana*, Josep Maria Bartomeu, n'a pourtant pas été aussi clair. Le 2 octobre, il a souligné que le conseil de direction du Barça, en cas d'indépendance, « *étudierait* » dans quelle ligue jouer. Il s'inscrit dans une longue tradition de présidents nationalistes du club. Le 1^{er} octobre, jour du référendum interdit par Madrid, il avait ainsi pris la décision de jouer à huis clos le match contre Las Palmas pour dénoncer les charges policières dans les bureaux de vote et faire en sorte que

« *le monde sache ce qui se passe avec les Catalans* ».

**EN 2014 AVAIENT
ÉTÉ ÉVOQUÉS DES
« CONTACTS DISCRETS »
AVEC LA LIGUE 1
EN FRANCE POUR
QUE LE CLUB CATALAN
PUISSE Y JOUER**

Véritable étendard de la Catalogne, dont le slogan, « *més que un club* » (« plus qu'un club »), témoigne de son engagement politique et culturel en faveur du catalanisme, le Barça défend le droit à l'autodétermination. Début septembre, le secrétaire général du sport de la Généralité, Gerard Esteva, s'était aussi félicité d'une possible sécession, qui permettrait au Barça d'avoir « *la grande chance de pouvoir choisir dans quelle Ligue jouer* ». Et de mentionner le cas de l'AS Monaco, qui joue en France, comme preuve irréfutable.

En 2014, la revue *Interview* avait évoqué des « *contacts discrets* » avec la Ligue 1 en France, pour que le club catalan puisse y jouer. D'autres rumeurs ont évoqué l'intérêt du championnat anglais. Des élucubrations avant tout destinées à calmer les supporters du Barça, qui trembleraient à l'idée de voir leur horizon se limiter à des matchs contre l'Espanyol Barcelone (l'autre club de la ville) et le Girona, les deux seuls autres clubs catalans à jouer en première division. Dans un pays où les distances se mesurent en terrains de foot et où la vie s'arrête les soirs de grand match, la question est loin d'être une plaisanterie. ■

S. M. (BARCELONE, ENVOYÉE SPÉCIALE)